

Arabie saoudite : faut-il croire aux réformes à marche forcée du prince héritier ? Les premiers indices penchent vers le oui



La modernisation d'un pays dépend de nombreux facteurs. Celle opérée par Mohammed ben Salman en Arabie Saoudite ne semble pas cocher toutes les cases.

Avec Roland Lombardi

Atlantico: Dans un contexte de bascule progressive du pouvoir au profit de Mohammed ben Salman, l'Arabie Saoudite est présentée sous un nouveau jour, celui de la "modernisation" ; autorisation de conduire pour les femmes, réduction du pouvoir de la police religieuse, reconnaissance de la Shoah comme une des pires atrocités par le Sheikh Mohammad al-Issa, mesures radicales anti-corruption au Ritz-Carlton de Riyad, etc. Dans quelle mesure cette image de modernisation correspond-elle à la réalité des ambitions du nouvel homme fort du pays ? Quels sont les moteurs de cette "modernisation" ?

Roland Lombardi : Comme je l'ai déjà évoqué dans un article en novembre 2017^[1], il faut bien comprendre qu'il y a deux grandes raisons à cette « modernisation ». La première, la plus connue, puisque présentée comme officielle, est d'ordre interne. C'est-à-dire qu'elle est tout d'abord motivée par la volonté du jeune prince héritier Mohammed ben Salman (MBS) d'imposer et d'asseoir son pouvoir personnel actuel et surtout futur (quand il sera roi), tout en réformant et modernisant l'économie et la société saoudienne. Pour ma part, je crois à la sincérité du prince quant à la réforme du système saoudien. Pour la bonne et simple raison qu'il en va de son simple intérêt personnel. Tout d'abord, MBS est clairement en train de mettre à bas le traditionnel pouvoir collégial et une certaine gouvernance consensuelle et horizontale qui prévalaient jusqu'ici en Arabie saoudite. Toutefois, pour faire accepter, à l'étranger comme à l'intérieur (surtout par la jeunesse), sa future monarchie absolue, le jeune prince est également obligé d'en faire une sorte de « dictature éclairée ». D'où cet « aggiornamento » du wahhabisme imposé par le prince héritier, qui s'attaque ainsi à la partie la plus conservatrice et politisée du clergé saoudien comme notamment le mouvement de la Sahwa (mélange islamiste entre Frères musulmans et wahhabisme). Là encore, MBS redéfinit en quelque sorte l'ancien pacte saoudien qui confiait aux princes les affaires politiques et aux oulémas la définition des normes sociales. Tout cela semble terminé. Car aujourd'hui, les religieux sont quasiment sous tutelle étatique et c'est à présent le prince qui souhaite imposer de nouveaux cadres sociaux aux Saoudiens. Sur le plan économique, le royaume n'a que peu de temps pour se transformer. En effet, l'Arabie saoudite est confrontée à de gros problèmes financiers, avec notamment un budget déficitaire dû en grande partie à l'effondrement du prix du pétrole ces dernières années. De plus, le taux de chômage des jeunes atteint les 30%. C'est pourquoi la réforme du modèle économique saoudien, pour sortir de la rente pétrolière, est plus que jamais nécessaire. Reste juste à savoir si le plan Vision 2030 lancé par MBS sera un succès... Pour l'instant, les Saoudiens n'en ressentent pas encore les bienfaits...

La seconde raison de cette « modernisation » est moins flagrante car très peu évoquée par mes collègues. Mais elle a pourtant toute son importance, puisqu'elle est la conséquence du nouvel ordre régional qui est en train de se mettre en place, disons depuis

l'intervention russe en Syrie en septembre 2015 mais également, depuis l'élection de Donald Trump à la Maison blanche en novembre 2016.

Je m'explique. Depuis son implication directe en Syrie et après les succès militaires et diplomatiques qui sont en train de suivre, la Russie est devenue, que cela nous plaise ou non, incontournable dans la zone. Vladimir Poutine a, en quelque sorte, réalisé le grand rêve des Tsars et des Soviétiques en donnant une place, inédite dans l'histoire, à la Russie dans la région. Véritables maîtres du jeu et nouveaux « juges de paix », vers qui tout le monde se tourne, les Russes sont à présent craints et respectés. Par ailleurs, leur soutien indéfectible à Bachar al-Assad et la cohérence de leur stratégie, contre vents et marées, en ont fait des interlocuteurs voire des partenaires sérieux et surtout très fiables à l'inverse par exemple de la versatilité des Américains et surtout des Français. La lutte contre l'islamisme et l'islam politique, qui est, ne l'oublions pas, la pierre angulaire de la politique russe dans la région, est en train de payer. Les Turcs, les Qataris et les Saoudiens, qui étaient leurs principaux adversaires géopolitiques ces dernières années au Moyen-Orient (notamment en Syrie), ont quant à eux échoué. Depuis, on l'a vu, Turcs, Qataris et Saoudiens ont été forcés, d'une manière ou d'une autre, à aller à Canossa. Le roi Salman s'est même rendu lors d'une visite historique au Kremlin en octobre 2017. Dorénavant, Russes et Saoudiens discutent du cours du pétrole, du rôle de l'Iran et de toutes les crises régionales... Signe des temps, actuellement en Syrie, les milices jihadistes soutenues encore par Riyad sont celles qui sont le plus enclines à négocier avec Assad et les Russes !

S'ils veulent encore garder un tant soit peu une influence dans la région, les Saoudiens ont fini par comprendre qu'il fallait dorénavant compter avec la Russie, la championne du combat contre l'islam politique...

Enfin, on oublie que l'« aggiornamento » du wahhabisme fait suite à un autre « aggiornamento ». Celui de la nouvelle politique régionale américaine depuis l'arrivée de Trump aux affaires. En effet, comme je l'écrivais dernièrement, le Président américain, ses conseillers et surtout les généraux du Pentagone, qui sont à la manœuvre au Moyen-Orient, sont en train de mettre fin à « un quart de siècle d'une politique étrangère quasi continue et qui était grosso modo basée sur les mêmes logiques idéologiques (« bienveillance » à l'égard de l'islam politique, l'utopie du *Regime change* et du *Nation building*...) [2] ».

De fait, lors de la visite de Donald Trump à Riyad en mai 2017 et au-delà des 380 milliards de dollars de contrats signés, le nouveau « deal » imposé par la nouvelle administration américaine fut assez simple et clair : « nous renouvelons notre protection mais à la condition de cesser dorénavant les dérives du passé avec l'islam radical ! ». Du côté du jeune prince héritier, le message est bien passé...

Dans un climat de fortes tensions avec l'Iran, cette image de modernisation est régulièrement attaquée sous l'angle de la "propagande" visant à "redorer un blason" saoudien qui serait de plus en plus agressif avec Téhéran. Comment faire la part des choses dans cette "guerre de communication" ?

Vous avez raison. Cette agressivité verbale du royaume saoudien envers l'Iran n'est pour moi qu'une posture. D'abord, soyons sérieux, même avec l'appui de Washington, l'Arabie saoudite ne fait pas le poids face à l'Iran et en premier lieu sur le plan militaire. Mais, il faut bien entendu se faire bien voir auprès du puissant protecteur américain qui semble actuellement très anti-iranien. Cependant, là aussi, ne soyons pas dupes. Les effets de manche américains ne reflètent en rien la réalité de ce qui se trame dans les coulisses. Mais ça, c'est un autre sujet...

Quelles pourraient être les conséquences de cette modernisation, aussi bien à l'intérieur même du Royaume, que dans la région ?

Vous savez, cette « modernisation » s'inscrit totalement dans un processus que j'ai décrit récemment dans un article, « le Printemps des militaires » [3], que j'aurais aussi bien pu intituler, le « printemps des dictateurs ». Ainsi, comme tous les hommes forts, qui prennent actuellement les rênes du pouvoir dans le monde arabe, MBS développe un discours islamique « modéré » en essayant de redéfinir l'islam en termes nationaux. Le futur roi veut un islam officiel, un peu comme en Egypte, où le rôle des religieux se réduirait à légitimer les positions politiques du souverain, sans l'ancienne autorité qu'ils possédaient jusqu'ici en Arabie saoudite. Par ailleurs, Mohammed ben Salman est très proche du prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed ben Zayed. Ce dernier est le mentor de MBS et les Emirats arabes unis, son modèle. Soit un savant mélange de société ouverte, de libéralisme économique et... de dictature ! L'autre référence pour le prince héritier saoudien, notamment dans son souhait de réformer l'islam et dans la lutte contre les Frères musulmans, c'est le président égyptien Sissi. Si cette « modernisation » était menée à son terme par les deux pays phares du sunnisme et du monde arabe, l'un étant le plus peuplé et le plus puissant militairement (l'Egypte), l'autre le pays des « mosquées sacrées » (l'Arabie saoudite), cela changerait beaucoup de choses. L'islam politique et radical pourrait alors devenir qu'un mauvais cauchemar. Surtout, que les Saoud ont été jusqu'ici très mal perçus dans le monde arabe. Ils sont souvent accusés, à juste titre, d'avoir dénaturé les traditions locales, notamment en finançant et en propageant partout le salafisme.

Si les deux hommes d'Etat réussissaient à surmonter les énormes défis économiques et religieux auxquels ils font face, de grands espoirs seraient alors permis. Malheureusement, l'histoire et l'actualité nous rappellent toujours que rien n'est jamais écrit à l'avance...

[1] http://www.huffpostmaghreb.com/roland-lombardi/arabie-saoudite--la--nuits-des-longs-cimeterres--se-poursuit_b_18506408.html

[2] <http://www.atlantico.fr/decryptage/ghouta-que-peut-vraiment-france-pour-syrie-3314356.html#EXVqmXA3TBC8jry.01>

[3] <http://www.atlantico.fr/decryptage/monde-arabe-apres-printemps-arabes-et-hivers-islamistes-printemps-militaires-roland-lombardi-3295535.html#VmmhzU3jJRWOLhpX.01>